



Communiqué de presse  
14 novembre 2023

## Réforme du marché de l'électricité

### L'État et EDF s'entendent sur le dos des consommateurs pour facturer un prix du nucléaire exorbitant

Le gouvernement vient de rendre publiques ses propositions pour la réforme du secteur de l'électricité. Sous la pression d'EDF, il se contente de passer en force pour imposer un prix du nucléaire exorbitant qui va de nouveau grever la facture des ménages.

Le gouvernement et EDF s'orientent vers un prix de 70 euros le MWh. Ils vont au-delà de l'évaluation de la commission de régulation de l'énergie (CRE) qui nous paraissait déjà excessive.

Ni l'État ni la CRE ne sont choqués par le fait qu'aux États-Unis et en Finlande, le prix du nucléaire est de l'ordre de 30 euros le MWh. Ils nous imposent le double en nous disant que tout cela est très objectif...

Dans le plus parfait secret et en ne consultant personne, ce qui est une première pour le régulateur, la CRE a rendu un rapport qui ne saurait tromper qui que ce soit. Il s'agissait de contester, assez vaguement, les prétentions exorbitantes d'EDF pour qu'ensuite un prix compris entre 60 et 70 euros puisse être considéré comme normal (il ne l'est pas). L'étude de la CRE permet tout de même de mettre en exergue les deux variables sur lesquelles l'État se permet d'imposer ce prix excessif.

D'une part, le projet sanctuarise le fait qu'EDF continuera d'avoir une production déficiente (bien inférieure aux producteurs nucléaires étrangers ce qui, dans une industrie de coûts fixes, hausse beaucoup le prix). Par ailleurs, on considère qu'il revient aux clients d'assumer cette déficience par une majoration tarifaire, EDF se contentant, lui, de facturer plus cher.

D'autre part, il est retenu un taux très élevé pour le coût du capital (variable importante) selon une hypothèse de marché qui est en soi assez fictive. De facto, l'État garantit la viabilité d'EDF et du projet nucléaire. Une hypothèse plus proche d'un emprunt d'État devrait être retenue.

Enfin, il faut souligner l'absence totale de consultation de toutes les parties prenantes. L'État et EDF ont négocié le nouveau prix du nucléaire sans aucune consultation extérieure alors même que depuis le printemps les associations de consommateurs proposaient un débat approfondi sur la gestion du nucléaire. **Ce procédé est inadmissible et produit un résultat qui augmentera injustement la facture des ménages de plus de 10 %. Nous n'aurons donc de cesse de le contester par tous les moyens à notre disposition.**

Quant au reste de la réforme, toujours fondée sur l'absence de dialogue et la sauvegarde du secteur, nous n'anticipons rien de bon. Le projet du gouvernement n'est qu'un nouvel échafaudage fragile d'un secteur qui ne parvient plus à retrouver son équilibre et le sens de la protection du consommateur.

**Contact :** François Carlier : 06 12 41 18 01